

The background of the cover is a textured, light-colored surface, possibly a piece of paper or fabric, overlaid with a faint, large-scale prehistoric cave painting. The painting features various animals, including deer and horses, rendered in earthy tones of brown, ochre, and red. There are also several red handprints and circular symbols scattered throughout the composition. The overall aesthetic is rustic and ancient.

André GRANGE

**LA MONDIALISATION
SES MOTS
ET
SES ACTES**

Exemplaire de travail commun. Lyon le 2013.09.20

Généralités: Typographie type Souvenir corps 18 - Lettrine sur une lettre en début de paragraphe. Justification à gauche. Format final d'impression A 5 (proche de l'ancien IN 8).

Notes de l'éditeur: Les mots susceptibles d'être une erreur ou une coquille et a vérifier par l'auteur ont été mis en rouge.

Notes de l'auteur:

Auteur:

André Grange.

Éditeur:

Christian Courtois.

Conception graphique:

Les éditions d'Ainay®

40 rue des remparts d'Ainay

69002 Lyon

Conception numérique & mise en ligne:

Les Passerelles du Temps

www.exvibris.com

Les illustrations proviennent de l'almanach de la question sociale de P. Argyriades.

L'intégralité des parutions originales de 1891 à 1903 a été rééditée sous forme numérique par les éditions

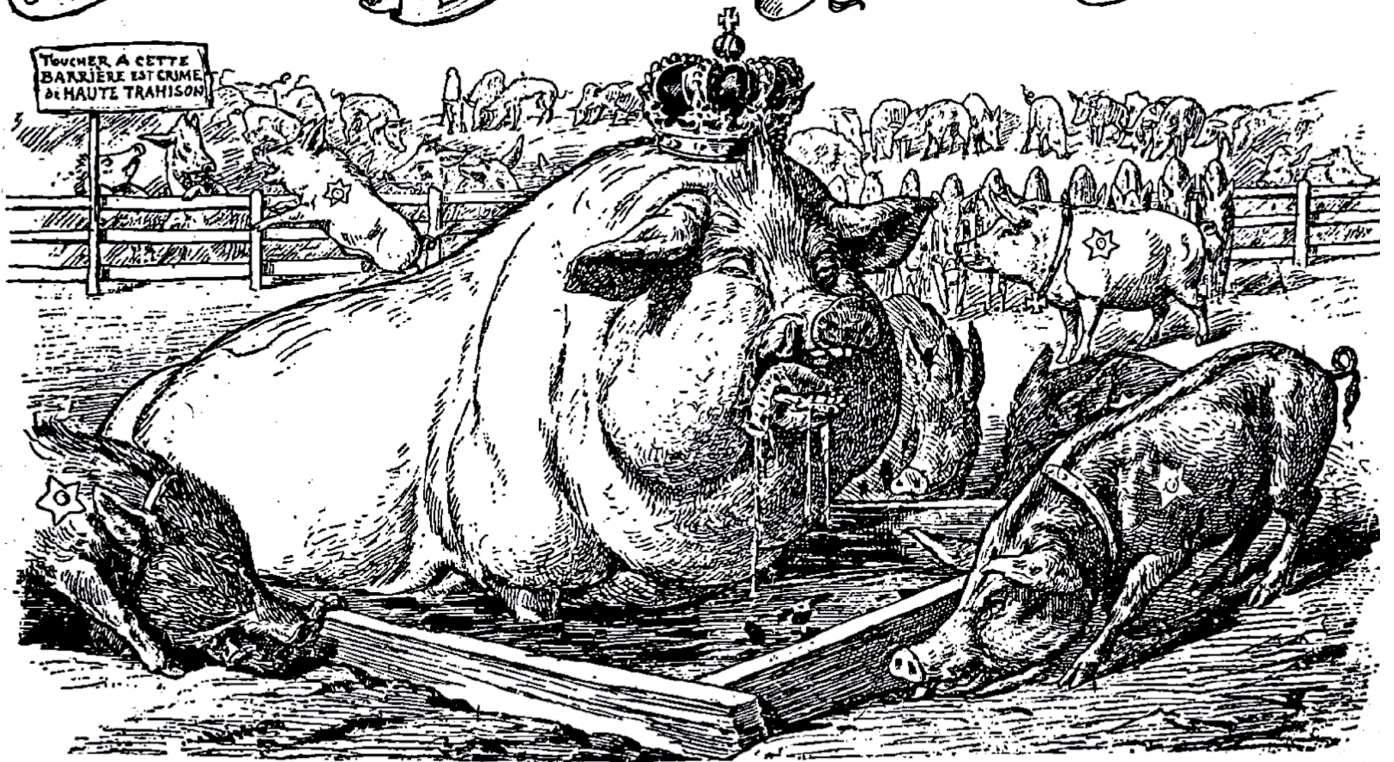
[Les Passerelles du Temps](#) à Lyon.

La couverture a été réalisée d'après un dessin original de [Daniel Baise/Scherer](#) à Bruxelles

André GRANGE

LA
MONDIALISATION
SES MOTS
ET
SES ACTES...

MA VOLONTÉ EST LA SEULE LOI



Un peu d'histoire...

Au siècle dernier, une guerre devait commencer par un acte juridique, la déclaration de guerre. On se dispensait souvent de cette formalité, ou, même quand on la respectait on ne s'obligeait pas pour autant à respecter les «lois de la guerre», pourtant peu contraignantes. Mais on a fait de nouveaux progrès : c'est l'absence de règles qui est devenue la pratique courante. Simple question de vocabulaire : la guerre d'Algérie n'était qu'une « pacification » (en somme, on fait la guerre pour avoir la paix!) ou même « des événements » ; les guerres modernes sont des « luttes contre le terrorisme », ce qui permet à la fois de rassurer les populations et de pratiquer une déréglementation, c'est-à-dire l'art de se dispenser de toutes les règles humanitaires qui interdisaient la torture, l'attaque des civils ou l'exécution des prisonniers.

Pour la mondialisation on aurait pu croire que le phénomène était inverse. Lorsque le mot apparaît (1960), ce qu'il désigne maintenant était à peine amorcé : c'était la suppression des barrières douanières. La Deuxième Guerre mondiale avait largement déplacé les frontières établies en 1919 (Versailles) et 1920 (Sèvres). On rêvait de nouveau à une paix définitive, et ce fut la recherche de l'unité de l'Europe. C'est donc en 1957 que la Communauté Économique Européenne voit le jour. Celle-ci met en commun les deux matières premières qui sont les nerfs de l'industrie et de la guerre : le charbon et l'acier

Mais la règle de conduite essentielle, c'est le choix d'une « concurrence libre et non faussée » afin de créer un Marché Commun. Sous cette formule d'apparence si honnête se cache la volonté de soumettre toutes les sociétés européennes aux lois du « marché », faisant disparaître toutes les disparités sociales et culturelles des différents pays : ce sont elles qui seraient responsables des guerres. C'est ce remède qui s'est révélé difficile à appliquer sur un continent qui avait pourtant une histoire assez largement commune. Et c'est la même potion que la mondialisation a choisi d'administrer au monde entier avec ses multiples modes de gouvernement, différences de culture et modes de vie.

Grâce à une corruption généralisée, ce ne sont pas les vertus démocratiques qui en ont profité mais un égoïsme généralisé qui a fragmenté toutes les sociétés, avec une concurrence devenue la source d'une nouvelle morale : « que le meilleur gagne », quels que soient les moyens employés. Il lui suffit d'être riche pour être paré de toutes les vertus.

La Révolution par laquelle tout a commencé, c'est celle qui, au XVIII^e siècle, a donné les mêmes droits à chaque être humain : ses visées étaient universalistes et humanistes. Ce qui a suivi, pendant presque un siècle, ce sont des guerres incessantes, puis Napoléon, puis le retour de la royauté. L'Ancien Monde refusait la devise de la nouvelle civilisation : Liberté, Égalité, Fraternité, qui signifiait la fin des castes hiérarchisées, reproductibles à l'infini par les droits attachés à la naissance, et garanties par Dieu lui-même lorsque le roi est « sacré » à Reims.

Cette révolution, partie de ce qu'on appellerait maintenant avec mépris, une « idéologie » (l'humanisme, qui a pour idéal l'épanouissement de chaque être humain a utilisé consciemment comme moyen deux types de réformes : politiques et économiques (les « biens nationaux » constituent les premières nationalisations, suivies de privatisations).

Quant à la mondialisation, elle a remplacé l'idéal humaniste par une notion qui ne représente plus une fin mais un moyen : la concurrence prétend donner l'avantage à celui qui est le meilleur, donc établir une hiérarchie fondée sur le mérite. Dans la réalité, ayant choisi elle-même comme moyen la déréglementation, elle favorise toutes les formes de corruption.

Ayant choisi comme échelle de valeurs l'argent et le pouvoir, elle aggrave les inégalités et soumet la liberté à la richesse. Quant à la fraternité, elle est remplacée par la compétitivité, entre individus, entre groupes sociaux, entre nations : l'homme n'est plus qu'un loup pour l'homme.



Ah, si au lieu d'un pain j'avais volé un milliard !

Quelques réflexions...

Avrai dire la liberté n'est pas mise en cause explicitement. Au contraire même, tout le monde s'en réclame, surtout les adeptes de la concurrence illimitée. Mais ils lui donnent un sens bien particulier : ce serait la suppression de toutes les réglementations, qui ont été adoptées pour fixer limites et contrôles afin d'assurer une certaine égalité entre les concurrents. Lorsqu'on définit la concurrence en théorie, on admet que ces règles sont nécessaires pour éviter de lâcher le renard dans le poulailier. Mais dans une économie qui se veut entièrement ouverte rien ne vient, dans la réalité, compenser la puissance de l'argent et des relations utiles.

Certes une société totalement égalitaire ne reconnaîtrait pas le mérite ou les efforts de chacun, ce qui freinerait le progrès. Mais une société trop inégalitaire est beaucoup plus dangereuse encore pour la démocratie, l'argent accroissant de manière insensée le pouvoir de ceux qui le possèdent.

C'est là que la compétitivité propose une solution, mais à condition, évidemment, d'être encadrée par l'impératif d'égalité, sinon on retrouve le renard en liberté dans le poulailier. Lorsque la concurrence porte sur le montant des salaires, elle cesse d'être un moteur essentiel du progrès, donc de la croissance, puisqu'elle réduit le nombre de consommateurs : le moteur est cassé dès le départ ! Mais il y a pire, c'est qu'elle supprime la justification même de ce qu'on appelle le progrès, et qui sert, dit-on, à améliorer le sort de l'humanité.

Il y a une contradiction évidente entre d'une part le chômage et la précarité pour être « le meilleur » dans la concurrence, et d'autre part l'élargissement du marché : chacun n'a plus qu'à espérer que son concurrent donnera des salaires suffisants et chacun n'a en vue que des licenciements ! Si l'on veut aller au fond du problème, on y découvrira l'incontournable péché originel de la concurrence : pour fonctionner elle a besoin du secret généralisé : secret commercial, industriel, secret de fabrication, de la liste des clients, du chiffre d'affaires, et, couronnant le tout, secret bancaire, pour mêler argent « propre » et argent « sale » lié à tous les trafics illégaux : êtres humains, armes, drogues, organes humains, etc...

La démocratie, elle, supposerait une transparence qui permette aux citoyens de comprendre le fonctionnement de cette société. Le défi lancé aux politiques est de représenter les intérêts de leurs électeurs alors que ceux-ci sont maintenus dans l'ignorance. Le compromis auquel ils ont recours, c'est de proclamer la transparence dans les discours et de respecter la loi du silence dans leurs actes.... et après de se plaindre que leurs électeurs ne leur font plus confiance.

La connivence ainsi établie entre les états, les banques et les grandes entreprises se maintient grâce à la langue de bois que partage toute une caste sociale et qui lui permet de ne jamais aborder les questions de fond qui l'obligeraient à remettre en cause les bases d'un système qui a des effets plutôt pernicieux.

Profitant d'une concurrence déréglementée (on dirait plus justement dérégulée) pour faire des gains illimités, ils ne cherchent que l'enrichissement rapide dans une économie-casino. En maintenant tous les pouvoirs entre les mains du marché, les hommes politiques ont supprimé la possibilité des choix démocratiques, qui supposent des projets durables, appuyés sur des prévisions réfléchies; il n'y a plus que des spéculations et toute la vie politico-économique repose sur une loterie aux résultats aléatoires; les décisions dépendent beaucoup plus du marché, c'est-à-dire des capitaux, que du vote des citoyens. Quand ceux-ci ont voté « non », on fait dire « oui » par le parlement, ou, au mieux, on refait un référendum après un bon matraquage médiatique. Car ce qu'il faut sauver, fût-ce au prix de la démocratie, c'est le système lui-même, oui, ce système qui met en danger l'avenir de l'humanité et celui de la planète! Dés lors le sens des mots n'a plus beaucoup d'importance et l'on pourra décerner un brevet de « courage » à l'homme politique qui, pour sauver sa carrière, impose des sacrifices aux pauvres pour sauver des riches; quant au riche qui profite des paradis fiscaux pour ne pas payer d'impôt il ne fait que profiter de « la liberté d'opinion », ce qui est bien la moindre des choses dans une démocratie!

PRÉCOCITÉ



— ... Il a encore dit ce matin une chose au-dessus de son âge : « Quand je serai grand, je ferai faillite comme oncle Jacques, qui est si riche ? »

Quand un système ne peut survivre qu'en détournant le langage, c'est bien toute une société qui est en danger. N'alourdissons pas le propos avec d'autres exemples : chacun peut en trouver à foison : le « plan de sauvegarde de l'emploi » sert à programmer les licenciements et quand le « meilleur » gagne, au sport comme en politique, on peut parfois se demander si la concurrence n'était pas « déréglementée »!



— Triste époque, Monsieur, où l'on interdit aux banquiers de soustraire.
— Et aux huissiers d'additionner.

Comment en est-on arrivé là ?

Depuis que la monnaie existe, l'argent a toujours pesé lourd sur les décisions politiques, mais les banquiers restaient étroitement soumis au pouvoir du roi et des seigneurs. Des exemples célèbres ont servi d'avertissement pour tous : la liquidation physique des templiers, devenus trop riches au XIV^e siècle, la disparition de Fouquet au XVII^e siècle. De Gaulle sera le dernier à pouvoir déclarer fièrement : « la politique ne se fait pas à la corbeille » (celle de la Bourse) même si ce n'était pas tout à fait la vérité.

Lorsque, en 1978 le gouvernement décide que la Banque de France, qui gère l'argent de tous les Français et dont la politique est orientée par les pouvoirs élus, ne prêtera plus à l'État mais aux banques, et que l'État empruntera à celles-ci, il s'agit d'un changement fondamental du régime politique. Jusque-là, seul le pouvoir politique pouvait battre monnaie. A partir de là ce sont les banques qui, peu à peu, reçoivent ce pouvoir, par l'usage des chèques, puis du crédit. Et c'est à elles que l'État doit emprunter, donc auprès d'elles qu'il s'endette.

Cela passait sans doute pour un moyen d'effacer les frontières en instaurant le libre échange. Dans les faits c'était le début de la mise en place d'un régime ploutocratique, dans lequel les frontières limitent les déplacements des hommes mais pas ceux de l'argent. Les démocraties, qui certes avaient encore beaucoup à faire pour respecter les valeurs qu'elles affirment représenter, partent dans la direction opposée. Le pouvoir est remis directement entre les mains des multinationales bancaires qui, seules, contrôleront la valeur des monnaies. C'est ce qu'on veut dire quand on parle de « la loi des marchés »

Cette mesure, vite adoptée par de nombreux gouvernements, va porter un coup grave, soumettant toutes les décisions d'investissement à l'agrément des principaux détenteurs de capitaux. Peu à peu c'est toute la vie publique qui est ainsi privatisée. Apparemment personne n'avait prévu ces conséquences ou du moins ne s'en était inquiété, puisque nombre de dirigeants politiques ont vu seulement la facilité qu'ils avaient de creuser le déficit... en laissant à leurs successeurs éventuels le soin de payer les intérêts. La dernière en date de ces trouvailles géniales a consisté à conférer au privé non seulement la construction mais aussi le financement des bâtiments publics, leur garantissant un tarif de location fort avantageux pour l'entrepreneur mais ruineux pour l'État. Il est vrai que le même président avait, au début de son mandat, conseillé aux Français d'emprunter davantage pour devenir plus riches. Il oubliait ainsi que les « trente glorieuses », qui faisaient encore rêver les économistes, avaient enrichi toute la société alors que le crédit était encore peu développé.

Le nouveau système, repris dans l'allégresse par la Banque Centrale Européenne, s'est ouvert brutalement au monde entier sans tenir compte des inégalités considérables entre pays. Au sein de l'Europe le mythe du « plombier polonais » a montré les difficultés d'une concurrence pourtant atténuée par les aides que l'Europe apportait à la mise en place du marché européen. La mondialisation a continué de s'étendre avec un modèle encore plus injuste et agressif, et bientôt « l'ouvrier-esclave » chinois s'impose comme la norme inavouée mais idéale de tout progrès de la compétitivité. Pour aller plus vite, non seulement on n'a rien fait pour atténuer le choc, mais encore on a contraint tous les pays européens à appliquer la règle d'or qui donne à la concurrence le seul objectif de baisser les prix par n'importe quel moyen. C'est toute la planète qui devient le terrain de jeu des puissants.

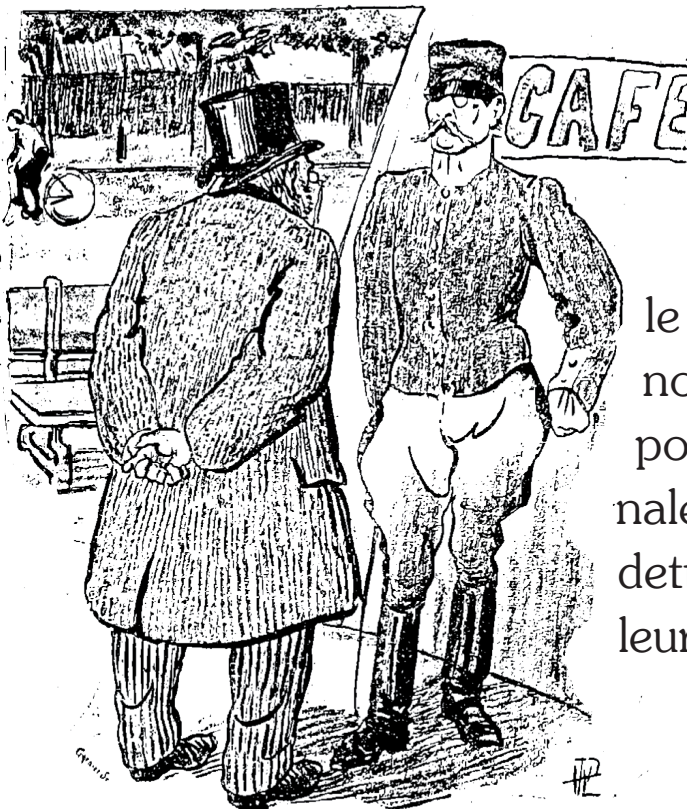
Dès les années 70, pourtant, certains avaient dénoncé cette course à l'abîme. C'est le Club de Rome, une fondation pourtant très capitaliste, qui signalait l'absurdité d'une croissance qu'on croyait illimitée et qui épuisait les ressources naturelles; c'est aussi René Dumont, un agronome très connu, qui mettait en garde contre le mode de « développement » imposé aux pays pauvres : supprimer les cultures vivrières qui protégeaient les plus pauvres contre la famine, pour les remplacer par des cultures d'exportation pour alimenter les réseaux du commerce mondialisé tenus par les multinationales.

Mais ces mises en garde n'étaient pas conformes au modernisme tel que le concevaient nos « élites » politico-économiques qui ne rêvaient que d'avoir toujours plus de richesses et de pouvoir, tout en évoquant des « progrès démocratiques » qui n'étaient que la justification cynique des dictatures (« pour assurer une gestion plus efficace dans les pays pauvres ») ou des guerres locales (pour

assurer l'approvisionnement en matières premières des industries des pays riches).

HERMANN PAUL

Il y a du Progrès



— Mais, mon cher Monsieur, avec mes chemins de fer, mes mines, mes usines, j'ai tué plus de monde que n'importe quel général!... et ça rapporte davantage.

Les dirigeants politiques ont souvent apprécié le confort que leur procurait cette nouvelle position. N'étant plus responsables de leur monnaie nationale beaucoup ont creusé le trou des dettes et, en même temps, confié à leurs amis du privé les grands chantiers publics.

Les banquiers ont procédé de même.

Personne n'avait à répondre de ses actes. Jusqu'au moment où le système a explosé, d'abord aux États-Unis parce que c'était là le pays capitaliste exemplaire, et que donc il devait donner l'exemple, ce qu'il avait fait en se livrant aux excès les plus débridés, prêtant sans hésiter aux clients les plus vulnérables en leur disant qu'ils ne risquaient rien. De fait les clients ont été ruinés... mais les banquiers sauvés par l'État, donc avec les impôts des clients. Dans tous les pays les banques bénéficient largement du crédit des états, puisque le taux de couverture des crédits sur leurs fonds propres sont toujours très en dessous des 10 pour 100. Ce n'est pas le cas pour les particuliers!

On ne change évidemment pas un système qui perd : donc les États se sont endettés pour renflouer les banques...et faire payer le sauvetage par les contribuables. En retour, les banques augmentent le taux de leurs prêts aux États... qu'elles ont elles-même sciemment endettés et dont elles reçoivent l'argent nécessaire des mains des banques centrales...à taux zéro.

Ce n'est ni moral ni très logique, mais c'est la règle d'or. Il est convenu et la convention est soigneusement respectée par tous les dirigeants et autres « experts » qui s'expriment dans les médias, que cette origine peu honorable d'une règle dévastatrice relève de la loi du silence. On peut alors inventer une morale nouvelle : les contribuables auraient vécu au-dessus de leurs moyens et leurs responsables politiques seraient « vertueux » lorsqu'ils les condamnent à l'austérité. Cette morale profite donc aux plus riches et particulièrement à nombre de grandes entreprises, qui touchent des aides des États et se dispensent de payer l'impôt grâce à des armées de juristes spécialistes du « droit fiscal ».

O n pourrait se plaindre du fait que le contrôle de l'argent de la collectivité ne soit plus aux mains des représentants élus, mais à celles des banquiers, comme s'il s'agissait d'un simple problème technique pour lequel nombre d'élus seraient incompetents. Ce n'est sûrement pas la véritable raison car par ailleurs on demande aux élus des décisions bien plus complexes dans tous les domaines de la vie. Non, il s'agit tout simplement de la confiscation de la démocratie par le « marché », donc de l'émergence d'une idéologie qui repose sur l'argent et qui remplace une autre idéologie, la démocratie, qui reposait sur les droits de l'homme!



Jacques Bonhomme, triple oison,
Sois donc maître en ta maison.

JUSTIFIER LA MONDIALISATION ?

La mondialisation appelle beaucoup de remarques car elle fonctionne selon le schéma de toute la vie publique : un discours qui la justifie en lui attribuant des avantages - qu'elle n'a pas toujours!... correspondant à l'attente des usagers, c'est-à-dire de tout le monde; et des règles de fonctionnement dont la priorité est d'assurer pouvoir et richesses à une catégorie limitée, l'« élite ».

Reprenons quelques thèmes de la propagande qui nous l'impose comme seul choix possible :

C'est en créant une économie ouverte qu'on peut rapprocher tous les peuples. Un argument d'apparence irréfutable, car le commerce a souvent été dans l'histoire une première forme d'approche entre peuples différents : on échange ce que l'on a en surplus contre ce dont on manque. Mais il faut pour cela que les économies soient complémentaires et non pas concurrentes : on a affaire, dans ce cas, à la coopération, non pas à la concurrence. Sinon ce n'est plus la paix mais la guerre commerciale : c'est cela qu'on nous propose. En prônant une concurrence déréglementée, la mondialisation instaure la guerre économique comme mode de relation normale et inévitable entre les peuples. On vante l'innovation mais on commence par uniformiser les modes de vie pour créer un marché mondial ouvert aux multinationales qui écrasent la concurrence locale.

La concurrence établit entre les humains des rapports de domination, et si elle se libère de toute réglementation ou accords commerciaux, c'est le rejet de toute égalité, y compris la plus fondamentale dans une démocratie, l'égalité devant la loi. Le plus puissant peut intervenir efficacement pour faire voter les lois qui lui conviennent, et même se dispenser de respecter celles qui le gênent. Au niveau de la société la corruption permet à chacun, selon sa position sociale, de faire plus ou moins de même. La crise actuelle souligne brutalement les règles qui régissent ainsi la société moderne : c'est l'exclusion absolue de tous les plus faibles, qui n'ont même plus la capacité de connaître leurs propres droits. Tout devient prétexte à écarter des concurrents : le sexe, la couleur de la peau, des opinions religieuses ou politiques. L'ère du soupçon, que l'on croyait avoir dépassé à la fin de la dernière guerre, s'est prolongée pendant les guerres coloniales, et voici qu'elle fait à nouveau la fortune des partis politiques extrémistes. L'exclusion ne s'arrête pas là, car la concurrence agit au-dessus des lois aussi bien que des slogans, jusque dans les rapports au travail, où cela devient l'ère des petits chefs, ceux que rien n'arrête lorsqu'il s'agit de dominer les autres.

Quand la démocratie fonctionne plus humainement, elle se préoccupe de diffuser la culture, la connaissance, de rendre la santé et un certain bien-être accessibles à tous. Quand la concurrence devient la règle incontournable, ce sont ces secteurs qui sont le plus mis à contribution. Les « assistés » ce ne sont pas les industriels subventionnés, mais les plus démunis qui perçoivent un minimum même pas suffisant pour éviter d'être marginalisés.

La culture pour tous, c'est l'effort pour rendre accessible à tous ce qui constitue le patrimoine de l'humanité, pour enrichir le goût et la réflexion de chacun, rendre chacun plus humain, plus conscient de ce qu'il a en commun avec tous les autres hommes. Avec l'aggravation de la concurrence, l'oeuvre d'art redevient ce qu'elle était avant la Révolution, la propriété de quelques-uns, et, en plus, un objet de spéculation financière. Avec la recherche forcée de l'innovation, qui entraîne une obsolescence accélérée, c'est le snobisme qui détermine la valeur marchande et donc esthétique d'une oeuvre. Même cela c'est le marché qui le détermine! Quant à la connaissance, elle aussi à la recherche d'innovation, et soutenue par des moyens bien plus importants qu'autrefois, elle est menacée maintenant parce qu'on la considère non comme un moyen de développement de l'humanité mais comme un moyen d'enrichissement. Les « humanités » privilégiaient les ouvrages de réflexion sur l'homme et les universités, apparues au Moyen-Age, servaient à diffuser toutes les connaissances. Maintenant les sciences humaines sont souvent au service des pouvoirs (l'exemple de l'économie a de quoi inquiéter), et les classements internationaux des universités ont choisi comme critère primordial le nombre de places prestigieuses occupées par leurs anciens étudiants. Aussi les universités françaises sont-elles au fond du tableau, parce qu'elles répondaient à un autre but : démocratiser, donc diffuser, un niveau élevé de connaissances auprès de toute la population.

La première mondialisation s'est limitée à l'Europe et a reposé sur ce modèle des « humanités » pour le contenu et des universités pour les institutions. Son chant du cygne, c'est le Siècle des Lumières et la Révolution Française, dont rêvent encore tous les progressistes du monde, parce que c'est là que sont nés les droits de l'homme, une conception universelle dans laquelle les droits de naissance sont les mêmes pour tous les êtres humains : liberté-égalité-fraternité. Certes l'utopie est largement restée utopique, mais elle garde la force d'un rêve et même ceux qui organisent son échec continuent de s'en servir comme référence!

Depuis, l'histoire a continué son cours sinueux, avec rivalités et guerres. C'est la science qui a repris le flambeau de l'universalité : chercheurs et laboratoires ont progressé en échangeant sans cesse leurs connaissances, et, là encore, la coopération a prouvé qu'elle était une vraie source de progrès pour tous. Mais, là aussi, la concurrence vient mettre fin à cette tentative d'unification de l'humanité, remplaçant la collaboration par le secret, et mettant les connaissances scientifiques au service de la puissance économique ou militaire.

Et nous voilà, dans ce domaine comme dans tous les autres, non pas en train d'innover mais en train de lutter entre humains pour conquérir une parcelle de ces pouvoirs qu'on nous vend sous forme de rêves publicitaires. Nous oublions que, sans le socle de culture commune que les « humanités » ont donné à l'Europe, puis sans la mise en commun du charbon et de l'acier, c'est-à-dire si l'Europe avait compté sur la seule concurrence, il n'y aurait pas de Communauté Européenne, pas d'idéal de paix pour entraîner les peuples.

Ramener toutes les valeurs à l'argent, cela accroît la liberté de chacun, puisque l'argent est un moyen de faire circuler toutes les richesses. C'est le pari qu'a toujours fait le capitalisme, malgré les démentis d'un siècle et demi d'histoire et d'analyses philosophiques.

Il est bien vrai que l'argent, considéré comme un simple moyen de réguler les échanges, ouvre un champ presque illimité aux échanges. Le troc d'un objet contre un autre ne peut pas avoir la même souplesse. On a remarqué que l'argent joue pour l'économie un rôle semblable à celui des mots dans la langue : remplacer le matériel, le réel, par le symbole, le virtuel. Mêmes vertus : souplesse, déplacement, accumulation ; mêmes défauts : il permet le mensonge, la dissimulation, l'illusion. L'un et l'autre n'ont de valeur que dans une société qui les reconnaît.

L'argent peut s'accumuler de manière illimitée, mais sa valeur dépend des lois et règlements, alors que celle des mots dépend d'abord des usagers. Avec la déréglementation, l'argent dépend moins de ces règles imposées à tous et davantage du « marché », cette oligarchie constituée par ceux qui en ont le plus. Le privilège des naissances a été remplacé par celui de l'argent et le taux d'intérêt permet à l'argent de se reproduire tout seul. Le crédit permet alors les échanges différés dans le temps, mais aussi il détache l'argent de toute production réelle pour en faire une marchandise en soi, un pari sur l'avenir. Et, lorsque les banques inventent des produits financiers compliqués, c'est une spéculation et souvent une escroquerie pour cacher des créances pourries.

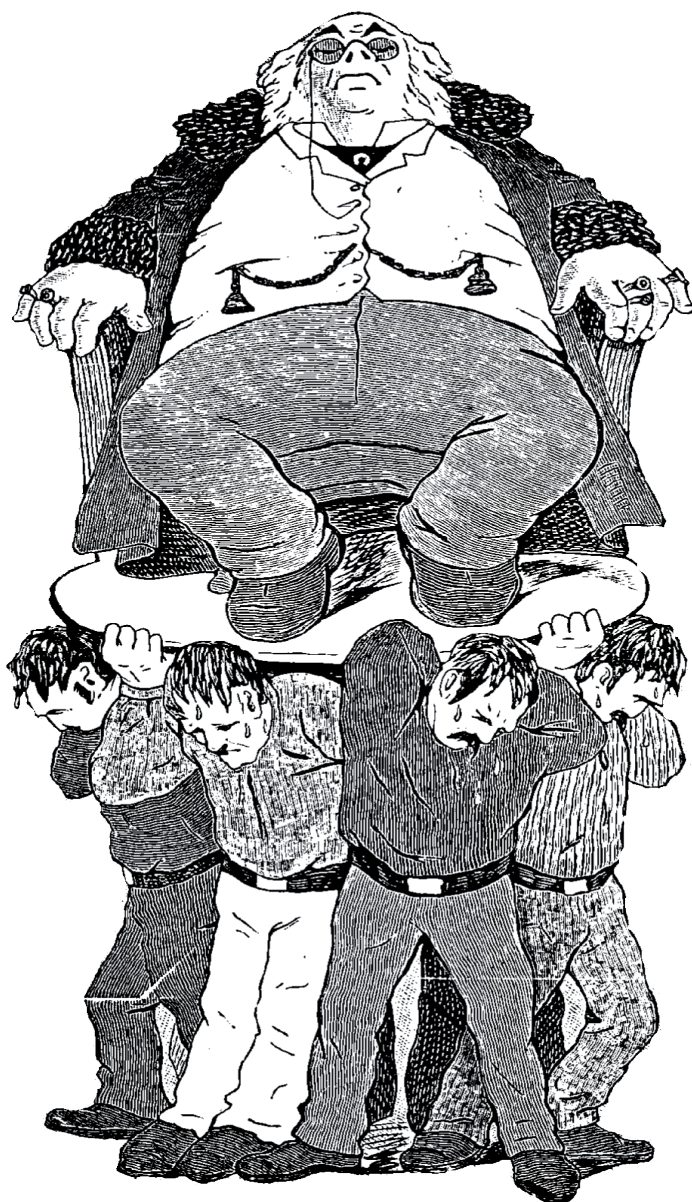
C'est la technique du petit vendeur margoulin qui dissimule les fruits abîmés au milieu de ceux qui sont sains. Mais là on maquille le tout dans des équations compliquées, incompréhensibles et impressionnantes.

Admettre que l'argent peut s'échanger contre n'importe quel élément de la réalité, c'est en faire la valeur-étalon et se débarrasser de tout ce qui est le plus profondément humain valeurs affectives, intellectuelles, morales, esthétiques, et les droits de l'homme. Si l'on peut dire « le monde n'est pas une marchandise » c'est pour signifier qu'il y a dans la vie nombre de choses importantes qu'on ne peut pas échanger contre de l'argent parce qu'elles sont indispensables. On cherche à privatiser même ce qui est indispensable à la vie et que la nature met à la disposition de tous : l'eau, l'air, les paysages, la vie sauvage. C'est dans la logique de la concurrence universelle. La pollution illimitée dans les pays pauvres crée des maladies, tue des populations, les chasse de leurs territoires. On a pris conscience des dangers qu'on fait courir à la planète, mais on ne peut pas agir parce qu'on s'est donné comme priorité la privatisation et la déréglementation, qui nous obligent à nous aligner sur les pays les moins développés, parce qu'ils ont des prix de revient moins élevés. Il y a là un gros ver dans le fruit!

L'origine de ces problèmes est toujours la même : on prétend défendre l'intérêt général en sacrifiant tout à des intérêts particuliers, et la concurrence entre ceux-ci pousse chacun à s'approprier tout ce qui peut lui donner un avantage : bas salaires, ressources naturelles, savoirs nouveaux, et même les mots qui servent à maquiller tout cela et à mobiliser les hommes.

En prétendant représenter toutes les valeurs, l'argent prend le contrôle du monde. Si les riches se plaignent que les pauvres ne les aiment pas, c'est parce que c'est cette affection qui leur garantirait la confiance des pauvres, donc la fin des conflits sociaux, l'adhésion à la pensée unique. Un monde clos, sans possibilité de choix, en fait un monde de castes et non pas de progrès; un vaste paradis financier... que les règles de la concurrence mèneraient à sa propre ruine ou à la domination d'un seul sur tous les autres!

Décidément, le pouvoir aurait tendance à rendre aveugle... et sourd. Il peut continuer à détruire la planète pourvu que personne ne le conteste!



EN RÉSUMÉ

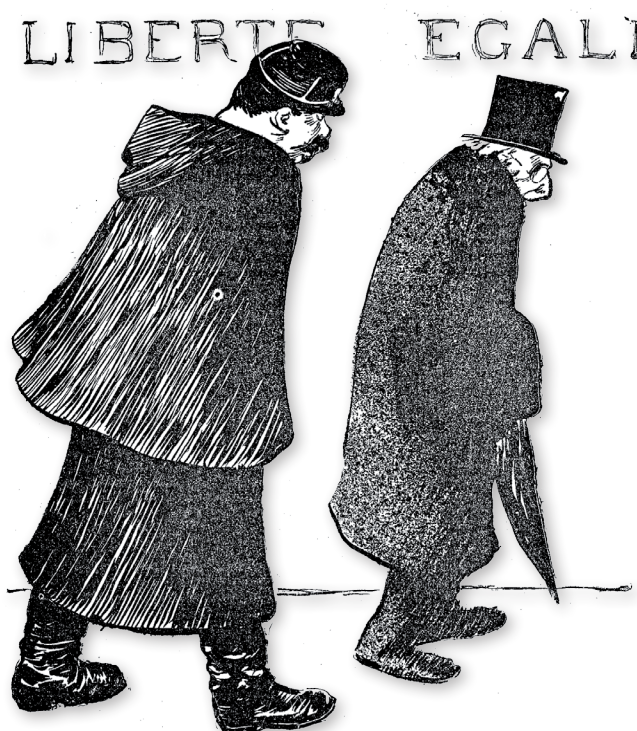
La mondialisation se donne (ou plutôt se vend) comme une entrée heureuse dans un monde unifié. Nombre d'utopies nous ont déjà fait cette promesse. Le résultat reste mitigé. Aussi peut-on être d'accord sur l'objectif mais examiner les moyens avec prudence. Car, pour le moment, on a constaté quelques progrès mais surtout beaucoup de problèmes qui paraissent insolubles avec les règles que l'on s'est données, car en déréglementant on a, de fait, remplacé des règles égalitaires par d'autres qui renforcent d'abord les pouvoirs en place. Le progrès scientifique a été utilisé pour imposer des choix qui sont en fait d'ordre idéologique. Car les sciences humaines, et en particulier l'économie, démontrent que dans l'enchevêtrement des causes, des effets et des rétroactions, il reste une marge d'interprétation qui donne des libertés de choix. C'est l'exercice du pouvoir de l'argent qui ferme le plus l'éventail de ces choix.

La sanctification du système mis en place et sacralisé sous le patronage de la concurrence déréglementée ne fait que reproduire un chaos bien ancien dans les relations humaines : celui qui réserve le pouvoir à un petit nombre autoproclamé « élite » (richesse, pouvoirs divers, et moyens de conditionner les électeurs puisque les élections ont remplacé le sacre des rois). Alors que la démocratie s'efforce de dénouer les conflits, la loi de la concurrence instaure le conflit comme mode de gouvernance, divisant la société entre vainqueurs et vaincus, et la société oscille entre progrès et crises comme naguère elle oscillait entre paix (relative) et guerres (meurtrières). L'homme transpose ainsi dans ses sociétés la loi naturelle, celle de la jungle, et met le droit lui-même à contribution pour alimenter les guerres intestines.

Si certains, mal informés, ont affirmé que l'Afrique était entrée en retard dans l'histoire, ils devraient diriger nos sociétés en réintroduisant l'histoire comme une leçon d'humanité, alors que sa place est périodiquement menacée dans les programmes scolaires. A force de rejeter le passé parce qu'il signifierait l'ignorance et de le remplacer par l'innovation, c'est la structure même du cadre de vie de l'homme que l'on rejette. On cherche le profit « en temps réel » et on se sert des ordinateurs pour spéculer sur les nanosecondes. Car le profit n'attend pas et le « principe de précaution » n'est qu'une perte de temps qui freinerait le progrès ... des bénéfices.

La dernière industrie découverte, l'informatique, amplifie à l'extrême toutes les caractéristiques de la mondialisation:

- Exploitation du travail d'enfants et d'ouvriers-esclaves dans les pays pauvres (que l'on flatte en les disant « émergents » alors que la misère et les suicides au travail sont le lot du plus grand nombre.
- Abolition de l'espace et du temps par la course à l'innovation: un modèle à peine sorti est déjà obsolète, grâce à une addiction généralisée: c'est un « miracle » du marketing, car on crée le besoin en même temps qu'on fabrique l'objet.



- Bénéfices colossaux et fuite devant l'impôt, c'est-à-dire refus de participer à l'intérêt général.
- Pour l'usager un monde virtuel peuplé d'illusions : il « communique » avec des « amis » dont il ignore tout, se branche sur des « informations » qui sont en fait des rumeurs planétaires. Bref, l'ivresse d'une toute-puissance dérisoire, accompagnée trop souvent d'une déficience de culture et de réflexion, ce qui revient à supprimer la prise de distance nécessaire à toute pensée.

L'objectif vers lequel se lance l'humanité informatisée et dérèglementée ressemble à un chaos au bout duquel apparaît l'« homme technicisé », augmenté de prothèses de tous ordres, physiques et cérébrales. L'homme réel en sera réduit à n'être qu'un capital d'organes qu'il pourra vendre!

Tout cela donne plutôt envie de souhaiter des règlements qui ne fassent pas de l'homme un danger pour ses semblables... et donc pour lui-même. Sinon, même si chacun a une arme, comme aux États-Unis, les tueries riposteront à d'autres tueries. Le rôle des règlements n'est pas, ou ne devrait pas être, comme on nous l'a fait croire, de limiter la liberté de chacun mais de donner la place principale à l'intérêt général, c'est-à-dire d'aider chaque citoyen à s'épanouir sans porter atteinte au même droit chez les autres. Ce n'est pas la concurrence qui peut le permettre, puisqu'elle est avant tout créatrice de hiérarchies. Par contre la coopération réglementée peut amener chacun à assumer des responsabilités au côté des autres.



Un mot, d'apparition récente, résume bien l'attitude qui peut créer une mondialisation heureuse: c'est l'empathie. C'est la résurrection de cette fraternité, oubliée depuis si longtemps et pourtant indispensable pour assurer l'authenticité des rapports humains. Racisme, sexisme, ethnocentrisme, ne sont que des armes utiles à ceux qui ont besoin de diviser pour mieux régner, ou à ceux qui ne trouvent pas d'autres armes dans les combats de la concurrence. L'authenticité d'un être humain réside largement dans la possibilité d'autonomie que lui accorde la société et qu'il sait faire fructifier. Et c'est toute l'humanité qui s'en trouve enrichie. C'était, naguère, le sens du mot libéralisme, celui-ci étant la doctrine qui accordait à l'individu la liberté de s'épanouir sans que les institutions sociales portent atteinte à ce droit. Mais ce sens lui-même a disparu lorsque le libéralisme s'est limité à la doctrine économique : la liberté économique, c'est celle de l'argent, pas celle de l'être humain. Dès lors le degré de liberté de chacun dépend de ce qu'il possède : c'est l'AVOIR mis à la place de l'ÊTRE. Le tout incarné dans une société de consommation où la consommation d'objets remplace l'épanouissement de l'être, au point de rendre la précarité indispensable au fonctionnement (?) du système.

Et c'est la crise!



